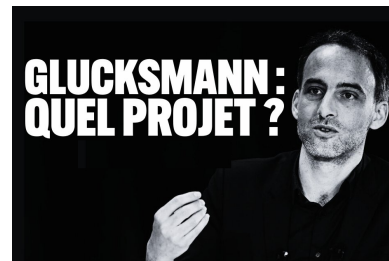


De quoi Raphaël Glucksmann est-il le nom ?

Quand le bourgeois gentilhomme parle aux classes populaires pour que la bourgeoisie continue à festoyer !



(Presque) tout a été dit sur Raphaël Glucksmann. « *Un autre Macron est possible* », Le Monde Diplomatique¹ ; « *Glucksmann n'est pas un camarade* », Frustration² ; « *Pourquoi Glucksmann ?* », Contretemps³. Raphaël Glucksmann, conseiller du Président ultra libéral de Géorgie, dithyrambique pour saluer la victoire de Macron : « *Voilà pourquoi il a séduit tant d'anciens soixante-huitards : le président Macron est, de ce point de vue, leur fils spirituel* » in Le Monde du 8 mai 2017.

Pourquoi France Inter dirait-elle du mal de Glucksmann alors qu'il a appris à l'antenne le rôle de candidat aux élections !

(Presque) tout a été dit. Mais les médias mainstream n'en parlent pas car Glucksmann est l'un des leurs, un membre à part entière du bloc bourgeois. Il n'y a donc aucune raison que « Le Monde » ou « France Inter », qui ont contribué à façonner l'homme politique, ne participent pas à la promotion de sa candidature. Pour donner un coup de jeune au social libéralisme. Pour en finir avec la dynamique de rupture et les organisations qui la portent. C'est l'atout-maître de Glucksmann pour être adoubé par la bien-pensance médiatique aux mains de la bourgeoisie. Macron a été porté à la présidence de la République en s'engageant à démanteler l'ensemble des acquis sociaux. Pour combattre Bardella, il faut d'abord tuer Mélenchon car le bloc bourgeois peut parfaitement s'accommoder de Bardella, comme de Glucksmann. Nous ne devons jamais oublier qu'en 2017, beaucoup de gens, dont des amis, ont répété à l'envi que d'abord il fallait battre Le Pen et qu'après on s'occuperait de Macron.

Rien de cela de cela ne s'est passé. L'abstention est le premier parti de France dit-on et cela tempère l'idée que les classes populaires, massivement, emprunteraient la voie du vote extrême droite. Parmi les ouvriers et employés qui votent, un nombre significatif a choisi le vote RN et c'est amplement signalé par les médias.

Cependant, les projecteurs braqués sur ce fait négligent l'histoire et la présence, depuis toujours, dans la classe ouvrière d'une composante de droite de 25% à 30%. Électeurs de droite (RPR dans les années 60-70), RN aujourd'hui, hostiles aux syndicats et à la grève, défavorables au travail des femmes... Ils étaient invisibilisés par la force des syndicats et la puissance des mouvements sociaux. Ce vote n'est donc pas une nouveauté, la puissance de l'abstention si ! En y regardant de plus près, on peut constater qu'il y a une analogie entre le recul du mouvement social et celui du vote pour la gauche. Quand on ne fait plus grève en semaine, on reste à la maison le jour du vote ! Les chemins se sont séparés ; en faisant grève le chemin de l'usine était déserté et celui du bureau de vote plus fréquenté.

Glucksmann doit sa cote de popularité (pour le moment) à notre défaite contre la réforme des retraites

Pas de surprises donc sur Glucksmann. Une demi-surprise en ce qui concerne le PS qui a choisi Glucksmann comme tête de liste pour les européennes. Après s'être donné un peu d'air suite à la déroute de la présidentielle de 2022 en rejoignant la NUPES lors des législatives pour sauver ce qui pouvait encore l'être, le PS est revenu à ses vieux démons et a recommencé ce qu'il sait faire de mieux : trahir. Au fond, le PS reste prisonnier des recommandations du think tank Terra Nova⁴. « *L'abandon des classes populaires était déjà opéré : voici qu'il est théorisé. Consciemment, la gauche cède les ouvriers/employés au Front National. Les valeurs morales comptent plus, désormais, que les conquêtes sociales.* »⁵

Mais peut-être que l'essentiel est ailleurs. Glucksmann n'est qu'une construction médiatique que le PS veut recycler en machine régénérative de la social démocratie, devenue depuis longtemps sociale-libérale. Comme le fut Macron en son temps. Glucksmann ne pourrait pas faire l'illusion d'une alternative à la gauche de rupture si nous n'avions pas perdu la bataille contre la réforme des retraites. Nous ne savons d'ailleurs toujours pas

vraiment pourquoi nous avons perdu. Les syndicats n'ont à ce jour produit aucun bilan, ni expliqué pourquoi le pays n'a pas été bloqué à partir du 7 mars comme ils l'avaient annoncé.

Pourtant, il semblait que tous les ingrédients étaient réunis, cette fois-ci, pour gagner : des manifestations monstres, des grèves importantes et surtout l'opposition de la grande majorité de la population à cette réforme. Ce n'est pas le sujet de ce texte que de revenir sur la gestion de cette mobilisation mais de comprendre que lorsqu'on perd une telle bataille, les répercussions sont immenses et de forte intensité. La répression très violente qui s'est exercée contre le mouvement social après le 7 mars s'est traduite par des scènes de guerre à Sainte-Soline contre les militants écologiques. Les défaites sociales ont toujours des conséquences politiques et des traductions électorales. Elles ne se manifestent nécessairement pas par un basculement des votes de la gauche vers la droite, mais principalement par un refuge dans l'abstention - Le RN a été tout au long du débat parlementaire très discret, il n'a participé à aucune mobilisation, cela a fait dire à nombre de commentateurs que leur silence a été bien plus payant que les batailles de la gauche, quelle gageure !

Ce constat pourrait être considéré comme une fin de cycle, c'est-à-dire le moment où la démocratie, le parlementarisme apparaissent comme des moyens dépassés et incapables de résoudre les questions posées. Quand une lutte sociale met en lumière les failles de la démocratie, c'est un régime autoritaire qui apparaît comme solution. Quand les luttes se fracassent sur l'entêtement du gouvernement et de l'assemblée nationale, quand les syndicats et les partis de gauche ne savent pas ou ne veulent pas provoquer une rupture avec le système qui produit cette situation, alors des gens, des salariés, des chômeurs...voient dans l'avènement de l'autorité, d'un homme ou d'une femme à poigne la solution aux problèmes inextricables de leur vie quotidienne. Le dirigeant autoritaire est la solution, l'autre est le problème. Cependant celles et ceux qui ont voté pour l'autoritarisme, souvent des pauvres, constatent que les mesures prises ne résolvent pas leurs problèmes et très vite descendent dans la rue. De ce point de vue, la situation actuelle en Argentine est éloquent. Les régimes autoritaires, voire fascistes ne résolvent pas les problèmes des classes populaires. De fait ils votent des lois qui s'inscrivent bien dans une logique libérale et antisociale.

Faut-il pour autant élire Le Pen Présidente de la République pour s'apercevoir qu'elle déteste les classes populaires ?

Quand la réforme des retraites adoptée via le 49-3 relance la mobilisation et contrarie l'intersyndicale et une partie de la NUPES

L'adoption de la loi grâce au 49-3 a permis un déchaînement contre ceux et celles qui, à l'assemblée nationale, ont tout fait, jusqu'au bout, pour s'opposer à l'adoption de la loi et au vote de l'article 7 (le passage de 62 à 64 ans).

Il n'y a rien de vraiment étonnant que Glucksmann arrive à se hisser, pour le moment, en haut des sondages. Il est le symbole d'une défaite sociale. Les sondages seraient tout autres si nous avions empêché cette réforme de voir le jour. Mais il est aussi le symbole de la gauche qui courbe l'échine, de celle qui ne mène pas les batailles jusqu'au bout.

Ainsi, l'intersyndicale qui a perdu la bataille dans la rue avait voulu, pour lui donner un contour, une explication démocratique, que la loi soit votée au Parlement. Dès lors, une fois que la loi était votée, la lutte était finie. Ceci explique l'insistance avec laquelle l'intersyndicale a demandé à la NUPES de laisser le vote se dérouler. L'intersyndicale, qui ne voulait entendre aucune remarque sur la façon dont elle conduisait la lutte, trouvait normal de dicter, au nom de la charte d'Amiens, une feuille de route à la gauche au Parlement.

Une partie de la gauche a obtempéré en reprenant à son compte les éléments de langage déversés par la droite via la presse mainstream et en quelques heures, nous sommes passés de rues remplies de manifestants, d'une opposition toujours aussi forte à la réforme, à un assaut langagier contre ceux et celles qui avaient refusé le vote sur l'article 7 pour que la lutte continue.

Quand le 49-3 booste la mobilisation et tétanise la gauche respectable

A partir du moment où le Parlement n'avait pas achevé son travail, le gouvernement devait en passer par le 49-3 ; ce qui allait amener le dépôt d'une motion de censure. Ce qui est important dans cet épisode, c'est la mobilisation de grande ampleur qui se développe alors, mais sous d'autres formes... Celles et ceux qui sont

descendus dans la rue, en colère, le soir, la nuit... ont cherché le moyen d'aller au-delà des journées de grèves et de manifestations qui n'avaient pas fait bouger le gouvernement. Celles et ceux qui sont descendus dans la rue après le 49-3 cherchaient une alternative à la stratégie syndicale impuissante à généraliser le conflit et voulaient donner un sens politique à la bataille menée à l'Assemblée. Le maintien d'un très haut niveau d'opposition à la réforme correspond à une prise de conscience des salariés, des jeunes, des retraités, des chômeurs, une prise de conscience qui allait bien au-delà de la seule classe ouvrière et c'était une indication politique pour sortir de la crise.

À partir de là, le chemin aurait été de combiner le maintien de la mobilisation, sous la forme choisie par les salariés, innovée jour après jour, et l'ouverture d'un front commun intersyndicale et NUPES. Hypothèse que l'intersyndicale, rejointe par une partie de la NUPES, a écarté en arguant que le non vote de l'article 7 était le problème, une ligne rouge franchie.

Cette hypothèse, non concrétisée, de changement de nature et de braquet de la mobilisation aurait sans aucun doute fortifié la poursuite de la lutte ; et lui aurait donné la dimension politique que sous-tendait l'opposition majoritaire parmi la population. A partir du moment où syndicats et partis politiques de gauche ne répondent pas à cette prise de conscience, à cette disponibilité pour aller plus loin, la crise revient à son point de départ. La réforme des retraites est adoptée. Et, dans la foulée, d'autres attaques sociales, dont celles concernant les droits des chômeurs, voient le jour. 2023 ressemble à 2017. « Un autre Macron est possible » ; et il s'appelle Glucksmann !

Ce que l'on appelle aujourd'hui la conflictualité s'appelait, dans les années 1970, l'insolence ouvrière. De tous temps il y a eu des gens qui ont refusé de courber l'échine.

Dans cette séquence du premier semestre 2023, il y a donc eu le refus de construire un front commun entre syndicats et partis de gauche pour donner corps à l'opposition majoritaire dans le pays contre la réforme. La tactique a primé sur la stratégie. Au nom de désaccords sur les rapports syndicats/partis (il serait sans doute temps de « revisiter » la charte d'Amiens qui, en l'occurrence, « a bon dos »), l'intersyndicale et une partie de la NUPES ont préféré prendre le risque de perdre sur la réforme des retraites plutôt que d'ouvrir un champ plus large que celui de la réforme elle-même en incluant, par exemple, les salaires.

Ce refus indiquait surtout l'absence de volonté de s'engager sur une ligne de rupture contre la politique à l'œuvre qui nous mène au désastre dans les années qui viennent ; entre autre à cause de l'impact du réchauffement climatique et de ses conséquences. À court terme, le moment passé au débat démocratique-va devoir faire place, si rien ne bouge, à la radicalité. C'est ce qu'ont très bien compris les opposants à l'A69. Sur la base d'une opposition très large, les opposants construisent une mobilisation qui alterne recours juridiques, mobilisations pacifiques et radicalités dans les modes d'action. Quand ceux qui ont monté ce projet d'un autre temps avancent à marche forcée, la radicalité est une obligation et le "désarmement"⁶ un moyen. Cette ligne mise en pratique par la plupart des collectifs écologistes (soutenus majoritairement⁷ par les français) est la stratégie qu'il faut mettre en place quand apparaît un courant large et/ou majoritaire dans l'opinion publique. La jeunesse le fait. Syndicats et partis politiques s'y refusent. Jamais ils ne se sont appuyés sur les actions les plus radicales, menées par les salariés de l'énergie, les éboueurs, les raffineurs... pour aller au-delà de la manifestation et politiser le conflit social. Il y a sans aucun doute une question de temporalité qui a échappé aux uns et aux autres. Il fallait gagner la bataille des retraites car elle ouvrait un champ des possibles contre l'extrême droite et l'arrivée éventuelle de nouveaux escrocs à gauche. L'acceptation des formes de luttes radicales par l'intersyndicale aurait pu accélérer la jonction, malheureusement encore émergente, entre les mobilisations en faveur de la fin du mois et celles contre la fin du monde.

L'important pour Glucksmann, c'est de broder sur la question sociale sans troubler le sommeil des bourgeois

Le débat a pris de l'ampleur et de nouvelles modalités depuis le 7 octobre autour de la question de la guerre entre Israël et les palestiniens. Mais, en fait, tout avait commencé dès la mise en place de la NUPES. Pour le PS, et c'est aussi vrai pour le PCF et les écologistes d'EELV, une fois passée la stupeur face aux résultats de la présidentielle, celle-ci a laissé place au sentiment « délicieux » d'être encore vivant. Ce constat nous entraîne vers la question langagière. Nous n'allons pas, ici, reprendre tous les exemples de celle-ci, venant de la droite comme d'une partie de la NUPES ces derniers mois, et qui ont fait la « Une » des médias mainstream. Les

questions de fond, sont rarement abordées et sont remplacées par des tactiques politiciennes ; leur seul but est de s'affranchir du programme de la NUPES qu'ils ont pourtant signé.

Pourquoi cette gauche là a-t-elle besoin de reprendre à son compte, les mots et le calendrier de la droite pour faire de la politique et donc d'être toujours dans une position défensive ? Parce que cette façon de procéder a pour but d'indiquer, sur l'échelle de la stratégie de rupture, la place qu'entend occuper cette gauche. Chaque polémique qu'entonne, de concert avec la droite et l'extrême droite, la gauche qui se veut respectable contre la France Insoumise, montre comment les points de vue, les idées peuvent fusionner entre cette gauche sociale-libérale et le bloc bourgeois pour rejeter toute idée de rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme. Les éléments de langage vont servir, pour cette gauche sociale-libérale, à rejeter toute rupture en laissant penser que celle-ci est outrancière. Nous devrions le savoir depuis longtemps. Quand les puissants haussent le ton, il ne faut jamais courber l'échine. Car leur but est d'effrayer et, surtout, de faire croire que rien d'autre que leur politique n'est possible. Dans la démocratie bourgeoise, il est possible d'afficher sa différence à condition de ne pas en faire un objet de lutte. Si la question du langage est devenue un marqueur de la gauche sociale-libérale, c'est parce qu'une large partie de celle-ci ne parle plus le langage des couches populaires.—C'est pourquoi elle s'empresse de sonner l'hallali de la FI ! Le bloc bourgeois veut associer cette gauche à la destruction de toute idée de rupture et le PS a répondu présent !

Sans aucun doute cette période aura des conséquences sur le concept de l'unité. Se rassembler, agir ensemble, parler ensemble... Le fondement de cette démarche, élément essentiel des luttes sociales et politiques, a été malmené à deux reprises dans un laps de temps court. L'unité des 8 organisations syndicales n'aura pas suffi à venir à bout de la réforme des retraites ; nous avons traité ce sujet plus haut, nous n'y revenons pas. La NUPES, mise en place avant les élections législatives, portait une tactique très simple : faire élire, sous une bannière unique, un maximum de députés avec l'objectif immédiat d'empêcher la Macronie d'avoir la majorité absolue à l'assemblée nationale. Objectif réussi mais assombri par les pratiques des sociaux libéraux du PS qui, comme Carole Delga en Occitanie, en présentant des candidats partout contre la NUPES, ont permis l'élection massive de députés RN, en Languedoc Roussillon particulièrement.

Mais il y avait aussi dans la NUPES une dimension stratégique bâtie autour d'un programme de rupture. La suite, on la connaît : PC, PS et, dans une moindre mesure, EELV n'ont cessé de trouver des prétextes pour s'émanciper de ce programme de rupture. La bataille contre la réforme des retraites illustre très bien cette volonté de s'éloigner de la rupture. Il sera difficile dans les mois qui viennent de ne pas avoir le souci de la délimitation du cadre unitaire. Un programme commun, oui ; des actions ensemble oui... Mais comment s'associer avec des organisations qui signent un programme mais ne veulent pas l'appliquer. Comment régler le problème du cadre unitaire quand, pour un syndicat, il devient l'outil pour empêcher toute radicalisation, toute extension du conflit ? Si nous devons formuler cette question en une phrase nous écririons : « Comment voter pour Glucksmann quand on est opposé à l'A69 ? ». La progression du RN, annoncée comme spectaculaire, les atteintes répétées à la démocratie, à la liberté d'expression vont-elles provoquer un sursaut unitaire ou bien va-t-on voir les sociaux libéraux mettre en préalable à l'unité la rupture avec la LFI ?

A partir du moment où les mobilisations seront conçues comme des simples protestations et non comme des étapes, des ruptures, toutes les exclusions sont possibles.

Lénine, dont on vient de rappeler le centenaire de la mort, écrivait dans « Que faire » : « *Nous ne serions des « politiques » et des social démocrates qu'en paroles (comme cela se produit bien trop souvent en réalité), si nous ne comprenions pas que notre tâche est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement quelles qu'elles soient, de recueillir et d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation fut-elle embryonnaire.* » (Œuvres complètes, tome V, page 440 ; cité dans Inprecor n°716). Cette description simple du travail politique, pour construire, renforcer étendre une mobilisation paraît évidente. Pourtant, c'est l'inverse qui a été fait durant la bataille contre la réforme des retraites. La question des salaires ou bien celle du travail sont restées « hors sujet », il n'y a pas eu de soutien clair aux secteurs mobilisés et stratégiques du point de vue de la paralysie du pays ; et bien sûr le refus de faire un front commun avec les partis politiques.

Pour finir sur un clin d'œil à Andréas Malm et son dernier ouvrage « Avis de tempête », il faut un peu moins de Glucksmann et un peu plus de Lénine !

- 1 <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/12/RIMBERT/59364>
- 2 <https://www.frustrationmagazine.fr/video-glucksmann-coup-de-griffe/>
- 3 <https://www.contretemps.eu/pourquoi-glucksmann-parti-socialiste-gauche-strategie-palombarini/>
- 4 <https://tnova.fr/democratie/politique-institutions/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012/>
- 5 <https://fakirpresse.info/le-grand-lachage-de-la-classe-ouvriere-245>
- 6 Terme utilisé par les Soulèvements de la Terre.
- 7 <https://reporterre.net/L-etonnant-soutien-des-Francais-aux-actions-ecologiques-radicales>